

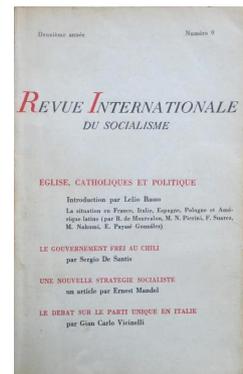
# La stratégie des réformes de structure\*

Ernest Mandel, 1965



La stratégie des réformes de structure - initiée par la gauche du mouvement ouvrier belge, et que la gauche du mouvement ouvrier de tous les pays capitalistes d'Europe commence à adopter progressivement - a essentiellement pour fonction d'opérer cette intégration entre les aspirations immédiates des masses et des objectifs de lutte qui remettent objectivement en question le fonctionnement du régime capitaliste lui-même.

Elle ne signifie nullement que le mouvement ouvrier abandonne les revendications d'augmentations des salaires, de réduction de la durée du travail, de lutte contre la vie chère par l'échelle mobile, qui sont ses objectifs traditionnels (du moins en ce qui concerne son aile gauche). Mais elle signifie que le mouvement ne se limite ni à ces objectifs immédiats, ni à une combinaison entre le combat pour ces objectifs immédiats et une propagande générale en faveur de la « révolution socialiste », la « socialisation des moyens de production », voire la « dictature du prolétariat », qui, pour autant qu'elle ne s'inscrit pas dans la lutte quotidienne, reste sans influence sur le déroulement pratique de la lutte de classes. Elle signifie que le mouvement ouvrier combine dans la lutte quotidienne le combat pour des objectifs immédiats avec le combat pour des objectifs transitoires qui, partant des préoccupations immédiates des masses, remettent objectivement en question le fonctionnement du régime capitaliste.



Cette stratégie est incontestablement une stratégie audacieuse ; mais elle comporte aussi des risques sérieux. Le risque principal, c'est que nous vivons une période de développement des forces productives, dans laquelle les représentants des secteurs les plus dynamiques, des plus agressifs du capitalisme, ont eux aussi intérêt à modifier certaines structures de l'économie. Si le mouvement ouvrier n'y prend garde, il risque donc de servir simplement de force d'appoint des couches néo-capitalistes, engagées dans un combat contre des couches capitalistes plus conservatrices, dont les intérêts sont bien servis par les structures existantes.

En d'autres termes : la formule « réforme de structure » peut être comprise et interprétée dans deux sens totalement opposés l'un à l'autre : ou bien il s'agit d'une réforme du capitalisme dans le but d'assurer un fonctionnement plus adéquat de l'économie capitaliste ; ou bien il s'agit de « réformes » arrachées par la lutte ouvrière qui sont incompatibles avec un fonctionnement normal d'une économie capitaliste, qui ouvrent une période de dualité de pouvoir et qui ne peuvent déboucher que soit sur une défaite ouvrière (dans ce cas ces « réformes » seront abolies), soit sur une défaite bourgeoise (dans ce cas ces « réformes » seront consolidées par la conquête du pouvoir par le prolétariat et la socialisation des moyens de production, démocratiquement gérés par les travailleurs eux-mêmes).

\* extrait de Ernest Mandel, « Une stratégie socialiste pour l'Europe occidentale », *Revue internationale du socialisme*, n°9, mai-juin 1965). Source : [ernestmandel.org](http://ernestmandel.org)

Dans le premier cas il s'agit de réformes de structure néo-capitalistes, qui constituent le principal piège devant la gauche socialiste en Europe occidentale ; dans le second cas il s'agit de réformes de structure anticapitalistes, qui constituent aujourd'hui le principal véhicule d'une stratégie socialiste en Europe.

## Réformes de structure néo-capitalistes et réformes de structure anticapitalistes

Le terme « réforme de structure » étant par nature ambigu, il ne suffit évidemment pas d'une simple étiquette, ni d'une définition un peu plus longue, pour distinguer une stratégie socialiste offensive d'une pratique social-démocrate réformiste, aboutissant essentiellement au maintien ou même à la consolidation temporaire du néo-capitalisme. Sans avoir la prétention qu'elles épuisent le sujet, nous avancerions cinq caractéristiques d'une stratégie des réformes de structure anticapitalistes, qui forment un tout, et qui sont indispensables pour éviter le piège de servir de force d'appoint aux visées néo-capitalistes :

1. Ne pas chercher à enlever au Grand Capital d'abord des « positions périphériques », avec l'illusion qu'en agissant de cette sorte, on se heurtera à moins de résistance, et on pourra « progressivement » se rapprocher du cœur de la forteresse capitaliste. L'expérience enseigne encore et toujours que la nationalisation de secteurs périphériques, ou de secteurs fournissant des matières premières ou de l'énergie, si elle est poursuivie isolément d'un contexte d'ensemble, s'intègre parfaitement dans le dessein de rationaliser (et donc de consolider) l'économie capitaliste. Il est de même impossible de faire fonctionner une économie « à la fois » d'après le critère de l'intérêt de la collectivité et d'après le critère de l'intérêt privé des grands capitalistes. Aucune conciliation n'est possible entre ces deux critères, lorsque les options économiques fondamentales sont en jeu. Ou bien on maintient le critère du profit, et dans ce cas on doit nécessairement subordonner le fonctionnement de toute l'économie aux impératifs du profit des groupes monopolistiques dominants. Ou bien on passe outre, et dans ce cas, il faut faire sauter la propriété privée, si on ne veut pas voir toute l'économie rapidement paralysée. Il s'agit donc de viser non pas des secteurs périphériques mais les secteurs-clé, les plus importants pour le revenu national et pour le volume et la dynamique des investissements. Toute politique qui ne vise pas à arracher au Grand Capital ces secteurs-clé, n'est pas anticapitaliste mais néo-capitaliste, quelles que soient les intentions de ses auteurs.

2. Soulever la question de la structure hiérarchique de l'entreprise, du droit de décision sur l'organisation du travail, du contrôle ouvrier sur la production (ce qui peut se faire autant en partant des problèmes de l'entreprise qu'en partant des problèmes du niveau des profits, de la politique des prix et de crédit, des causes de l'inflation à l'échelle de l'économie dans son ensemble), de l'abolition du secret commercial et du secret bancaire, de l'ouverture des livres de comptes. C'est le seul moyen d'enlever à la stratégie des réformes de structure son aspect « technocratique » et de la faire descendre dans l'arène des usines, des ateliers et des bureaux, d'y associer étroitement la masse des travailleurs eux-mêmes. C'est aussi le seul moyen de faire de la dualité de pouvoir une réalité menaçant directement la survie du régime capitaliste.

3. Rejeter résolument toute illusion d'institutionnaliser le contrôle ouvrier, d'institutionnaliser les réformes de structure anticapitalistes en général. D'abord parce qu'il s'agit, dans le meilleur des cas, d'une utopie. Ensuite, parce qu'il s'agit la plupart des fois d'un piège, et d'un piège dangereux, qui nous ramène aux illusions réformistes les plus vulgaires. On ne peut pas démanteler une armée « bataillon par bataillon », pas plus qu'on

ne peut abolir le capitalisme « étape par étape ». En pratique, l'institutionnalisation du « contrôle ouvrier », dans le cadre d'une économie où le Grand Capital contrôlerait toujours les richesses principales et les leviers de commande, le viderait rapidement de tout contenu et en ferait en outre une source de corruption à la chaîne de militants ouvriers.

4. Lier le programme des réformes de structure anticapitalistes à une formule gouvernementale précise, marquant nettement le passage du pouvoir d'une classe à une autre (en Belgique, nous utilisons à cette fin la formule : gouvernement des travailleurs). Ceci est capital, car il faut convaincre la masse des travailleurs que la question des réformes de structure débouche sur une question de pouvoir, que la lutte pour le pouvoir décidera en définitive de l'enjeu de la bataille. Inutile de préciser que toutes les illusions sur la réalisation des réformes de structure « étape par étape » se reflètent dans la sphère gouvernementale par les illusions sur des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie qui pourraient réaliser « des morceaux » de ce programme.

5. Lier la propagande pour les réformes de structure anticapitalistes à une critique intense et systématique du capitalisme dans son ensemble, de ses contradictions dans le domaine de la production, de son modèle de consommation de plus en plus absurde, de la monstrueuse inégalité sociale qu'il continue à impliquer - bref, à une éducation socialiste systématique, qui oppose notamment la notion de planification socialiste à la programmation néo-capitaliste.